

## Ferdinand MÉLIN-SOUCRAMANIEN

Né le 10 février 1966 à Aix-en-Provence  
nationalité française, marié, deux enfants

Université de Bordeaux  
C.E.R.C.C.L.E.

4, rue du Maréchal Joffre  
CS 61752, 33075 Bordeaux cedex

Tél : 05 56 01 81 40



### DIPLOMES UNIVERSITAIRES

**1998** : Agrégation de droit public

*Université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille*

**1996** : Thèse de doctorat de droit public sur *Le principe d'égalité dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel*, soutenue le 30 septembre 1996 à Aix-en-Provence, devant un jury composé de M. le Doyen Louis Favoreu (directeur de recherches), M. le Professeur Michel Rosenfeld, M. le Professeur André Roux, M. le Conseiller d'État Olivier Schrameck et M. le Doyen Georges Vedel, mention très honorable avec les félicitations du jury

**1992** : D. E. A. de droit public, mention très bien (major de promotion)

**1991** : Maîtrise de droit public, mention bien (major de promotion)

**1990** : Licence de droit, mention bien (major de promotion)

**1989** : D. E. U. G. de droit, mention bien (major de promotion)

*Université de Paris III (Sorbonne nouvelle)*

**1987** : Licence de lettres modernes, mention assez-bien

*Université de La Réunion*

**1986** : D. E. U. G. de lettres modernes

*Académie de La Réunion*

**1983** : Baccalauréat, série A 4

### SITUATION STATUTAIRE

**1998- ...** : Professeur des universités, agrégé de droit public (Université de Bordeaux)

Promotion à la classe exceptionnelle, échelon 2 (CNU-2018)

Promotion à la classe exceptionnelle, échelon 1 (CNU-2013)

Promotion à la première classe (CNU-2006)

Titulaire de la prime d'encadrement doctoral et de recherche (2005-...)

Bénéficiaire d'un congé de recherches et de conversion thématique (2008)

**1997-1998** : Maître de conférences en droit public (Université d'Aix-Marseille)

**1995-1997** : Attaché temporaire d'enseignement et de recherches (Université d'Aix-Marseille)

**1992-1995** : Allocataire de recherches-Moniteur (Université d'Aix-Marseille)

## PRIX UNIVERSITAIRES

Premier prix de thèse du Conseil constitutionnel (1997)

Prix Gaston Jèze de la Faculté de droit d'Aix-en-Provence pour la thèse de doctorat constituant une recherche fondamentale en droit public (1997)

Prix de la Fondation Jules et Louis Jeanbernat pour la meilleure scolarité de doctorat (1997)

Prix Jean-Marc David de la Faculté de droit d'Aix-en-Provence pour la meilleure scolarité durant les quatre années de maîtrise (1992)

Prix du Conseil général des Bouches-du-Rhône pour le meilleur résultat en «Droit des collectivités locales» (1992)

## DÉCORATIONS

### *Françaises*

Chevalier de l'ordre de la légion d'honneur (2014)

Chevalier de l'ordre national du mérite (2010)

Chevalier de l'ordre des arts et des lettres (2014)

Chevalier des palmes académiques (2005)

### *Etrangères*

Commandeur de l'ordre national du Bénin (2010)

## MISSIONS OFFICIELLES

### *Année en cours*

Président du Conseil d'administration de l'Institut national du service public, nommé en Conseil des ministres par le président de la République, M. Emmanuel Macron, le 9 mars 2022 (mars 2022 - ...)

Membre du *Comité de déontologie de la RATP*, nommé par M. Jean Castex, PDG de la RATP (juin 2023 - ...)

### *Années antérieures*

Membre du Conseil scientifique de la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme, et la haine anti-LGBT (janvier 2019 – janvier 2023)

Membre du Comité de suivi du Pacte pour la visibilité des outre-mer – France télévisions (novembre 2019 – mars 2022)

Mission de conseil et d'expertise auprès du Ministre des outre-mer et de la direction générale des outre-mer sur le fonctionnement des institutions et le partage des compétences en Nouvelle-Calédonie, nommé par le ministre des outre-mer, M. Sébastien Lecornu (mai 2021 – décembre 2021)

Expert auprès de la Délégation interministérielle à l'égalité des chances des français des outre-mer et à la visibilité en vue de la création d'une « Chaire Outre-mer » à Sciences-Po Paris, nommé par la ministre des outre-mer, M<sup>me</sup> Annick Girardin (janvier 2020-juillet 2020)

Mission d'évaluation du Code sur le comportement éthique des députés de l'Assemblée de la République de Macédoine du Nord (avril 2019)

Evaluateur de projets pour la Banque mondiale (avril 2018)

Expert auprès de la commission nationale chargée d'établir un rapport sur le déplacement vers l'hexagone des « réunionnais de la Creuse » entre 1963 et 1982 nommé par la ministre des outre-mer, M<sup>me</sup> Ericka Bareigts (février 2017-février 2018)

Expert de confiance pour l'évaluation quantitative du litige concernant les listes électorales provinciales de Nouvelle-Calédonie nommé par le Premier ministre, M. Manuel Valls (septembre-décembre 2015)

Membre du *Groupe de travail sur l'avenir des institutions* présidé par MM. Claude Bartolone et Michel Winock, nommé par le Président de l'Assemblée nationale, M. Claude Bartolone (novembre 2014-octobre 2015)

Déontologue de l'Assemblée nationale désigné à l'unanimité par le bureau de l'Assemblée nationale sur proposition du Président de l'Assemblée nationale, M. Claude Bartolone (avril 2014-juin 2017)

Membre de la *Commission de modernisation de l'action publique* présidée par M. Jean-Louis Nadal, nommé par la Ministre de la justice, Garde des sceaux, M<sup>me</sup> Christiane Taubira (juillet-novembre 2013)

Membre du *Comité consultatif pour la promotion des langues régionales et la pluralité linguistique interne*, nommé par la ministre de la culture, M<sup>me</sup> Aurélie Filipetti (mars-juillet 2013)

Membre de la *Commission de rénovation et de déontologie de la vie publique* présidée par M. Lionel Jospin, nommé par le président de la République, M. François Hollande (juillet-novembre 2012)

Membre de la *Mission de réflexion sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie*, nommé par le premier ministre, M. François Fillon (juillet 2011); confirmé par le premier ministre, M. Jean-Marc Ayrault (octobre 2012)

Membre du *Comité de suivi de la question prioritaire de constitutionnalité*, sous la présidence de François Molins, Ministère de la justice (mai 2010-mai 2012)

Membre du *Groupe de travail « État, organisation territoriale : de la réforme aux évolutions constitutionnelles »*, Institut de la décentralisation, Assemblée nationale (juin 2000-avril 2001)

Chargé de mission au service juridique du Conseil constitutionnel (décembre 1996-mai 1997)

Consultation pour les services du premier ministre, M. Alain Juppé, sur la constitutionnalité des zones franches (mars 1996)

## EXPERTISES

Consultant en droit public

Nombreuses auditions par les commissions des lois, commissions spéciales, commissions d'enquêtes, délégations aux outre-mer et délégations aux droits des femmes de l'Assemblée nationale et du Sénat

Nombreuses tribunes dans la presse nationale ou étrangère : *Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*, *Huffington Post*, *Outremers 360*, etc.

## JURYS DE CONCOURS

Membre du jury du concours externe d'administrateur de l'Assemblée nationale (2017-2018)

Membre du jury d'attribution du prix de thèse du Conseil constitutionnel (2006, 2019)

Membre du jury du concours interafricain d'agrégation de droit public (1999, 2001, 2003 et 2009)

## ACTIVITÉS ÉDITORIALES

*Année en cours*

Membre du comité éditorial de la *Revue française de droit administratif*, Dalloz (2005-...)

*Années antérieures*

Membre du comité éditorial de la *Revue du droit public et de la science politique*, L.G.D.J. (2005-2020)

Fondateur et co-directeur de *Constitutions - Revue de droit constitutionnel appliqué*, Dalloz (2010-2014)

Secrétariat de rédaction de l'*Annuaire international de justice constitutionnelle*, Economica (1993-1997)

## ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES ET ASSOCIATIVES

### *Année en cours*

#### *Nationales et internationales*

Membre du comité scientifique de la Chaire Outre-mer, Sciences-Po Paris (2021-...)

Président et fondateur de L'AJDOM – L'Association des juristes en droit des outre-mer (2018-...)

Membre du Conseil d'administration de l'Association française de droit constitutionnel (2004-...)

Membre de l'Association des amis de la Fondation Saint-John Perse (2022-...)

### *Années antérieures*

#### *Nationales et internationales*

Vice-président de l'Association française de droit constitutionnel (2011-2014)

Secrétaire général de l'Association française de droit constitutionnel (2007-2011)

Chaire UNESCO « Droits de l'homme, développement durable et culture de la paix » (2005 - 2011)

Expert auprès de l'agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (2007-2011)

Membre du Conseil national des universités (2004-2007)

Expert auprès de la Mission scientifique, technique et pédagogique du Ministère délégué à la recherche et aux nouvelles technologies (2004-2007)

Directeur d'un diplôme de troisième cycle en droit public et constitutionnel comparé délocalisé à Saint-Domingue (2002-2003)

#### *Locales*

Co-directeur du Master « Droit public approfondi » de l'Université de Bordeaux (2011-2023)

Co-responsable de la Mention « Droit public » de l'Université de Bordeaux (2014-2020)

Directeur-adjoint de l'école doctorale de droit de l'Université Montesquieu-Bordeaux IV (2008-2014)

Membre du conseil scientifique de l'Université Montesquieu-Bordeaux IV (2008-2012)

Membre du Conseil d'administration de l'Université Montesquieu-Bordeaux IV (2004-2008)

Vice-Président chargé de la communication et des technologies de l'information et de la communication de l'Université Montesquieu-Bordeaux IV (2001-2006)

Directeur de l'U.F.R. sciences juridiques, sociales et politiques de l'Université Montesquieu-Bordeaux IV (2000-2001)

Membre de l'U.F.R. sciences juridiques, sociales et politiques de l'Université Montesquieu-Bordeaux IV (1999-2009)

Membre titulaire de la commission de spécialistes de droit public de l'Université Montesquieu-Bordeaux IV (1999-2008)

Membre de la commission de spécialistes de droit public de l'Université Toulouse I (2001-2004)

Membre du Conseil scientifique de l'Université d'Aix-Marseille (1997-1998)

## ÉQUIPES DE RECHERCHES

### *Année en cours*

Membre du *Centre d'études et de recherches comparatives sur les constitutions, les libertés et l'Etat (C.E.R.C.C.L.E.)*, Equipe d'accueil n° 7436 de l'Université de Bordeaux (2003 - ...)

Membre associé du *Centre de Recherches Juridiques (C.R.J.)*, Equipe d'accueil n° 14 de l'Université de La Réunion (2017 - ...)

### *Années antérieures*

Fondateur et directeur du *Centre d'études et de recherches comparatives sur les constitutions, les libertés et l'Etat (C.E.R.C.C.L.E.)*, Equipe d'accueil n° 7436 de l'Université de Bordeaux (2003 - 2020)

Membre du *Groupe d'études et de recherches sur la justice constitutionnelle (G.E.R.J.C.)*, Université d'Aix-Marseille, C.N.R.S. 6055 (1993-2003)

## ACTIVITÉS D'ENCADREMENT DE RECHERCHES

### **Direction de thèses de doctorat de droit public (25 soutenues, 6 en cours) :**

#### **25 Thèses soutenues :**

R. Fassi-Fihri, *Les droits et libertés du numérique : des droits fondamentaux en voie d'élaboration – Étude comparée en droit français et en droit américain*, codirection à 50%, Université de Bordeaux, 2016-2021 (MCF Université de Limoges) ;

E. Poirier, *Les théories réalistes de l'interprétation et le rôle du juge canadien dans l'interprétation des droits linguistiques constitutionnels*, cotutelle à 50%, Université de Sherbrooke/Université de Bordeaux, 2016-2021 (Professeur Université de Sherbrooke) ;

B. Guillemont, *Recherches sur le droit de la probité des élus de la République*, codirection à 50%, Université de Toulouse/Université de Bordeaux, 2015-2021 (Directrice générale d'Anticor) ;

S. Dunbay, *Les conséquences de l'élection des présidents de la République au suffrage universel direct sur le régime politique : étude comparative des systèmes constitutionnels français et turc*, Université de Bordeaux, 2013-2019 (MCF Université de Baskent) ;

G. Marois, *Le contrôle des services de renseignements en France*, Université de Bordeaux, 2013-2019 (Lieutenant-colonel gendarmerie nationale) ;

G. Puydebois, *La transparence de la vie publique en France*, Université de Bordeaux, 2014-2019 ;

M. Pacheco, *Propriété de l'État et exploitation des ressources naturelles non renouvelables en Colombie*, Université de Bordeaux, 2011-2018 (Professeur Université Santo Tomas de Bogotà) ;

C. Martinez, *La mondialisation et la constitutionnalisation du droit administratif en Colombie*, Université de Bordeaux, 2011-2018 (Professeur Université Santo Tomas de Bogotà) ;

M. Zakharova, *Analyse théorique et comparative du système juridique russe*, Université de Bordeaux, 2011-2017 (Professeur Université Kutafin, Moscou 2017) ;

L. Havard, *L'Etat associé : recherches sur une nouvelle forme de l'Etat dans le Pacifique sud*, Université de Bordeaux, 2011 -2016 (MCF Université de Bordeaux 2017) ;

S. Soro, *Liberté d'opinion et ordre public sécuritaire en Afrique subsaharienne francophone à la lumière des grandes démocraties contemporaines*, Université de Bordeaux, 2009 – 2016 (Avocate ; enseignant-chercheur, Université de Daloa, Côte-d'Ivoire) ;

O. Bonnefoy, *Les relations entre Parlement et Conseil constitutionnel - Les incidences de la Q.P.C. sur l'activité normative du Parlement*, Université de Bordeaux, 2010 – 2015 (ITRF, Université d'Angers) ;

S. Hatry, *Le principe constitutionnel d'autonomie de la justice pénale des mineurs*, Université de Bordeaux, 2008 – 2015 (Magistrate de l'ordre judiciaire 2022) ;

P. Gervier, *La limitation des droits fondamentaux constitutionnels par l'ordre public*, Université de Bordeaux, 2008 – 2013, (MCF Université de Bordeaux 2014) ;

E. Lestrade, *Les principes directeurs du procès dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel*, Université de Bordeaux, 2009 – 2013 (avocat 2015) ;

C. Duque, *Les politiques publiques d'éducation en France et en Colombie*, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 2010 – 2013 (Professeur Université Santo Tomas de Bogotà) ;

C. Cerda-Guzman, *Codification et constitutionnalisation*, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 2006 - 2010 (MCF Université de Montpellier 2011 ; MCF Université de Bordeaux 2020) ;

N. Zinamsgvarov, *Souveraineté nationale et droits fondamentaux constitutionnels*, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 2005 – 2010 (Avocat 2013)

O. Dupéré, *Le fédéralisme normatif en droit constitutionnel français*, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 2004 – 2010 (MCF Université de La Réunion 2013) ;

J. Brau, *L'instruction dans le procès constitutionnel*, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 2002 – 2010 (Avocate 2011) ;

M. R. Vjeh, *Le rôle des juridictions constitutionnelles dans la construction d'un Etat de droit-Etude de droit constitutionnel franco-iranien*, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 2003 – 2008 (Professeur Université de Téhéran 2009) ;

V. Bertile, *Langues régionales ou minoritaires et Constitution – France, Espagne et Italie*, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 2001-2005 (MCF Université Montesquieu-Bordeaux IV 2007 ; Ambassadrice 2015 ; MCF Université de Bordeaux 2017) ;

L. Gay, *Les « droits-créances »*, codirection à 50%, Université d'Aix-Marseille, 1997 – 2001 (MCF Université d'Aix-Marseille 2002) ;

V. Bernaud, *Les droits fondamentaux constitutionnels des travailleurs*, codirection à 50%, Université d'Aix-Marseille, 1997 -2001 (MCF Université d'Avignon 2003) ;

O. Lecucq, *Les droits fondamentaux constitutionnels des étrangers en situation irrégulière*, codirection à 50%, Université d'Aix-Marseille, 1995-1999 (Professeur Université de Pau et des pays de l'Adour 2002).

#### **6 Thèses en cours :**

P.-L. Paillot, *Mutations et dynamiques de l'initiative parlementaire : étude de la vitalité démocratique du Parlement sous la Cinquième République*, codirection à 50%, Université de Bordeaux, 2021 ;

S. Parassoumanai, *La différenciation normative des DROM – Contribution à l'étude de l'article 73 de la Constitution*, codirection à 50%, Université de La Réunion, 2019 ;

H. Gonzalez, *Les mutations du principe de laïcité en droit public français*, Université de Bordeaux, 2019 ;

H. Narsighen, *Les originalités et les adaptations de la Constitution mauricienne. Un modèle « Westminster » dans un contexte pluri-culturel et pluri-ethnique*, Université de Bordeaux, 2018 ;

P. Barillé, *Les mutations du principe d'indivisibilité de la République – Contribution à un nouveau droit constitutionnel territorial*, Université de Bordeaux, 2018 ;

V. Tokarev, *Le rôle des juridictions constitutionnelles dans la construction d'un État de droit en France et en Russie*, Université de Bordeaux, 2018 ;

### **Direction d'habilitations à diriger des recherches (3 soutenues) :**

- C. Gauthier, Université de Bordeaux, décembre 2017 ;  
E. Gibson-Morgan, Université Montesquieu-Bordeaux IV, juin 2013 ;  
A. Pariente, Université Montesquieu-Bordeaux IV, octobre 2008.

### **Participation à des jurys de thèses de doctorat ou d'habilitation à diriger des recherches (76 soutenances, hors thèses dirigées) :**

Y. Senou Dumartin, *Recherche sur les déterminants constitutionnels du conflit armé intra-étatique : l'analyse juridique soutenue par les méthodes économiques* (Université de Bordeaux, juin 2023) ; F. Duverger, *La coexistence des conceptions étatiques et coutumières de la représentation politique en droit constitutionnel canadien et français* (Université Paris I Panthéon-Sorbonne/Université de Montréal, juin 2023) ; M. Carniama, *La préférence locale* (Université de La Réunion, octobre 2022) ; M. Ferreri, *La Constitution devant les sections administratives du Conseil d'État* (Université d'Aix-Marseille, octobre 2022) ; D. J. Baheta Oueleke, *Les nouvelles tendances du constitutionnalisme africain : contribution à l'étude des mutations constitutionnelles à partir des cas congolais, togolais et béninois* (Université Marien Ngouabi, Congo-Brazzaville, février 2021) ; S. Ban Bhiote, *La souveraineté de l'Etat africain à l'épreuve de l'internationalisation des constitutions* (Université Marien Ngouabi, Congo-Brazzaville, février 2021) ; D. Sero Mora, *Pluralisme normatif, juridictionnel et droits fondamentaux* (Université d'Aix-Marseille, janvier 2021) ; D. Ahmadi, *Les droits fondamentaux des responsables politiques* (Université de Pau et des pays de l'Adour, novembre 2020) ; M. Tirard, *Habilitation à diriger des recherches* (Université Paris I Panthéon-Sorbonne, mai 2019) ; A. Chauvet, *Le renvoi et le non-renvoi des questions prioritaires de constitutionnalité par le Conseil d'État et la Cour de cassation-Étude d'une contribution originale au contrôle de constitutionnalité de la loi promulguée en France* (Université de Bordeaux, novembre 2018) ; A. Estève, *Le député français* (Université de Limoges, septembre 2018) ; K. Kpri, *Le Conseil constitutionnel ivoirien et la suprématie de la Constitution – Etude à la lumière des décisions et avis* (Université de Cocody-Abidjan, juin 2018) ; T. Schulsga-Morskaya, *La démocratie électronique – Une notion en construction* (Université de Bordeaux, décembre 2017) ; S. Azzam, *Saint-Martin : d'une autonomie à l'autre. Des faits au(x) droit(s)* (Université de Toulouse, novembre 2017) ; M. Ghevontian, *Constitution et justice pénale des mineurs – Recherche sur l'identification d'un cadre commun aux systèmes français, espagnol et nord-américain* (Université d'Aix-Marseille, novembre 2017) ; P. Castéra, *Les professeurs de droit, membres du Conseil constitutionnel* (Université de Bordeaux, décembre 2015) ; A. A. Rodriguez Villabona, *La circulation des modèles juridiques – Les origines de l'Etat providence en Colombie et l'influence du constitutionnalisme français du début du XX<sup>ème</sup> siècle* (Université Grenoble Alpes, décembre 2015) ; Y. Sylvestre, *Le Conseil constitutionnel et le juge judiciaire – Dialogues et interactions* (Université des Antilles – Martinique, juillet 2015) ; A. Mohamed, *Le contrôle de constitutionnalité des lois en France et en Egypte* (Université de Bordeaux, mars 2015) ; H. Alcaraz, *Habilitation à diriger des recherches* (Université de Pau et des pays de l'Adour, décembre 2014) ; L. - M. Le Rouzic, *Le droit à l'instruction dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme* (Université de Bordeaux, décembre 2014) ; M. Caron, *L'autonomie organisationnelle du gouvernement – Recherche sur le droit gouvernemental de la V<sup>ème</sup> République* Université Lille II, novembre 2014) ; C. David, *Habilitation à diriger des recherches* (Université de Limoges, juin 2014) ; A. Baudu, *Habilitation à diriger des recherches* (Université Lille II, juin 2013) ; W. Wang, *Le contrôle de constitutionnalité en Chine au regard de l'expérience française* (Université d'Aix-Marseille, février 2013) ; L. Boutrin, *Droit de l'aménagement du territoire et statuts constitutionnels des outre-mers français* (Université des Antilles et de la Guyane, décembre 2012) ; R. Déchaux, *Les normes à constitutionnalité renforcée* (Université d'Aix-Marseille, décembre 2011) ; P. Türk, *Habilitation à diriger des recherches* (Université Lille II, septembre 2011) ; M. Guerrero-Canon, *Le principe de la sécurité juridique en droit constitutionnel - Approche comparative en droit français et colombien* (Université de Montpellier I, mars 2011) ; N. Havas, *La responsabilité ministérielle en France* (Université de Caen, septembre 2010) ; P. Taillon, *Le référendum : expression directe de la souveraineté nationale ?* (Université de Paris I, septembre 2010) ; C. Niassa, *Le processus de libéralisation de la vie politique au Sénégal* (Université d'Aix-Marseille, juin 2010) ; B. Jean-Antoine, *Les normes constitutionnelles financières de 1789 à nos jours* (Université de Paris I, décembre 2009) ; C. Benelbaz, *Le principe de laïcité en droit public français* (Université Montesquieu-Bordeaux IV, novembre 2009) ; S. Mouton, *Habilitation à diriger des recherches* (Université de

Toulouse I, septembre 2009) ; C. Hodara, *Réflexions sur la qualité de représentant du Conseil constitutionnel* (Université de Toulouse I, septembre 2009) ; A. - S. Gorge, *Le principe d'égalité entre les collectivités territoriales* (Université d'Aix-Marseille, juin 2009) ; M. de Cazals, *La représentation politique nationale en droit constitutionnel français* (Université de Toulouse I, juin 2009) ; S. Pinon, *Habilitation à diriger des recherches* (Université de Cergy-Pontoise, avril 2009) ; C. Sévérino, *Habilitation à diriger des recherches* (Université de Toulon, mars 2009) ; F. Alicino, *Costituzionalismo e processo di costituzionalizzazione europea* (Université de Bari, juin 2008) ; S. Crouzatier, *Habilitation à diriger des recherches* (Université de Toulouse I, juin 2008) ; S. Lavorel, *Des manifestations du pluralisme juridique en France* (Université de Grenoble, décembre 2007) ; A. Senatore, *Constitution française et Europe de la justice pénale* (Université d'Aix-Marseille, décembre 2007) ; J. Arlettaz, *L'Etat-Nation à l'épreuve de la constitutionnalisation des langues régionales – Etude comparée : Belgique, Espagne, Italie, Suisse* (Université de Montpellier I, novembre 2007) ; S. Platon, *La coexistence des droits fondamentaux constitutionnels et européens dans l'ordre juridique français* (Université Montesquieu-Bordeaux IV, juin 2007) ; L. Domingo, *Les actes internes du Parlement – Contribution à l'étude de l'autonomie parlementaire* (Université d'Aix-Marseille, décembre 2006) ; O. Gassiot, *Le Conseil constitutionnel comme contre-pouvoir juridictionnel* (Université de Toulouse I, décembre 2006) ; M. Saint-Hubert, *La cour suprême de l'Inde* (Université de Bourgogne, septembre 2006) ; R. Huitelec, *Le développement durable et la gestion locale des ressources énergétiques* (Université Montesquieu-Bordeaux IV, juin 2006) ; M.-P. Rousseau, *Le président du gouvernement en Espagne* (Université Montesquieu-Bordeaux IV, janvier 2006) ; J. Wasso Misona, *Constitution de l'Etat de droit et développement* (Université d'Aix-Marseille, novembre 2005) ; R. Rolin, *Le droit international non écrit devant le juge français* (Université d'Aix-Marseille, novembre 2005) ; L. Combet, *L'égalité entre nationaux et étrangers en droit public français* (Université de Bourgogne, juin 2005) ; P.-J. Effa, *La responsabilité politique des ministres sous la V<sup>ème</sup> République* (Université Montesquieu-Bordeaux IV, avril 2005) ; C. Herlet-Molinié, *Le contrôle par la Cour suprême de l'accès aux emplois publics* (Université Paris II, décembre 2004) ; S. Roure, *La notion constitutionnelle d'électeur* (Université Montpellier I, décembre 2004) ; C. Fortier, *L'organisation de la liberté de la recherche en France* (Université de Bourgogne, décembre 2004) ; P. de Montalivet, *Les objectifs de valeur constitutionnelle* (Université Paris II, décembre 2004) ; A. Vidal-Naquet, *Les "garanties légales des exigences constitutionnelles" dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel* (Université Paris II, décembre 2004) ; M. Afifi, *Monde arabe et droits de l'homme* (Université d'Aix-Marseille, avril 2004) ; F. Hourquebie, *Le juge sous la V<sup>ème</sup> République, entre pouvoir et contre-pouvoir* (Université Montesquieu-Bordeaux IV, décembre 2003) ; A. Valembois, *La constitutionnalisation de l'exigence de sécurité juridique* (Université de Bourgogne, décembre 2003) ; V. Lanisson, *Femmes et Constitution - Etude comparée des cas français et américain* (Université d'Aix-Marseille, décembre 2003) ; A. Martin, *Habilitation à diriger des recherches* (Université Montesquieu-Bordeaux IV, septembre 2003) ; K. Benhamour-Sobohan, *Le traitement des pratiques anticoncurrentielles par les autorités internes en charge de la concurrence : le cas des contrats publics* (Université de Pau et des pays de l'Adour) ; E. Nombo, *L'évolution constitutionnelle et démocratique en Afrique : le cas du Congo-Brazzaville* (Université d'Aix-Marseille, mai 2003) ; X. Boissy, *L'apport de la jurisprudence constitutionnelle à la construction de la séparation des pouvoirs - L'expérience des pays européens en transition démocratique postcommuniste* (Université Montesquieu-Bordeaux IV, décembre 2002) ; G. Béquain, *Le Conseil constitutionnel et l'application des engagements internationaux* (Université Montesquieu-Bordeaux IV, décembre 2002) ; B. Issa, *Les cours constitutionnelles et le processus de démocratisation (Les cas du Bénin, de la Côte-d'Ivoire et du Niger)*, (Université Montesquieu-Bordeaux IV, octobre 2002) ; B. Kermarec, *Les relations entre l'Union européenne et l'association des Etats de l'Asie du sud-est*, (Université d'Aix-Marseille, juillet 2002) ; L. Aliot, *Les effets institutionnels et politiques de l'élection du président de la République au suffrage universel direct*, (Université de Toulouse I, juin 2002) ; E. Mandjouhou-Yolla, *Néo-patrimonialisme, pouvoir personnel et politique étrangère au Gabon*, (Université Montesquieu-Bordeaux IV, janvier 2002) ; L. Gay, *Les « droits-créances »* (Université d'Aix-Marseille, décembre 2001) ; V. Bernaud, *Les droits fondamentaux constitutionnels des travailleurs* (Université d'Aix-Marseille, septembre 2001) ; I. Norbert Richard, *Les nouveaux enjeux de l'intégration régionale africaine : perspectives pour la libéralisation des échanges à Madagascar*, (Université d'Aix-Marseille, janvier 2001) ; J. Baret, *Les enjeux juridiques de l'anthropologie de Jean Fourastié* (Université d'Aix-Marseille, juin 2000) ; S. Lamouroux, *Le contentieux des actes périphériques en matière électorale* (Université d'Aix-Marseille, janvier 2000) ;

Y. Cinieri, *L'identité des DOM : de la décentralisation à l'ultrapériphérie* (Université d'Aix-Marseille, juillet 1999)

Direction de nombreux mémoires de Master recherche de droit public, Master recherche de théorie juridique, de l'E.N.A., de troisième année d'institut d'études politiques et de diplômes supérieurs de notariat

## PROFESSEUR INVITÉ

**Autriche** : Vienne (conférence), mars 2006

**Belgique** : Louvain-la-Neuve (Cours et conférences), novembre 2000 ; octobre 2007

**Bénin** : Cotonou (participation à un jury de concours d'agrégation de droit public), novembre 2009

**Burkina-Faso** : Ouagadougou (participation à un jury de concours d'agrégation de droit public), novembre 2003

**Cameroun** : Yaoundé (participation à un jury de concours d'agrégation de droit public), novembre 2001

**Canada** : Québec (conférence), septembre 2015

**Chili** : Santiago (VI<sup>ème</sup> Congrès de l'Association internationale de droit constitutionnel), janvier 2004 ; (conférences), octobre 2009

**Chine** : Pékin (conférences), mai 2012 ; Pékin (colloque), novembre 2013

**Colombie** : Bogotà (conférences), mai 2009 ; Bogotà et Carthagène (conférences), mai 2011 ; Bogotà (cours et soutenance de thèse), septembre 2013 ; Bogotà (conférences), octobre 2018

**Corée** : Séoul et Daegu (cours et conférences), mai 2014

**Côte d'Ivoire** : Abidjan (conférence et soutenance de thèse), Abidjan, juin 2018

**Egypte** : Le Caire (cours), mars 2008 ; Le Caire (cours), mars 2009

**Grèce** : Athènes (VII<sup>ème</sup> Congrès de l'Association internationale de droit constitutionnel), juin 2007 ; Athènes (Cours et conférence), septembre 2007 ; Athènes (conférence), mars 2008 ; Athènes (conférence), octobre 2008 ; Athènes (conférence), décembre 2008

**Guyane** : Cayenne et Awala-Yamalipo (conférence et séminaire de travail), novembre 2019

**Hong-Kong** : Hong-Kong (cours et conférence), octobre 2017

**Ile Maurice** : Mahatma Gandhi Institute, Moka (conférence), décembre 1998 ; Université de Maurice, Faculté de droit et de management (supervision d'examens), juin 2017 ; Université de Maurice, Faculté de droit et de management (supervision d'examens et conférence), juin 2018 ; Faculté de droit et de management (supervision d'examens et conférence), juin 2019

**Italie** : Naples (cours et conférence), mars 2005 ; Bari (soutenance de thèse), juin 2008 ; Rome (conférence), juin 2015

**La Réunion** : Saint-Denis (Cours et conférences), mai 2002 ; Saint-Denis (Cours), juin 2003 ; Saint-Denis (Cours), novembre 2006 ; Saint-Denis (Conférences), juin 2007 ; Saint-Denis (Conférences), décembre 2007 ; Saint-Denis (Conférence), décembre 2009 ; Saint-Denis (Cours et conférences), février 2013 ; Saint-Denis (conférence), janvier 2014 ; Saint-Denis (colloque), octobre 2014 ; Saint-Denis (colloque), novembre 2015 ; Saint-Denis (colloque), octobre 2016 ; Saint-Denis (colloque), mars 2017 ; Saint-Denis (colloque), septembre 2022 ; Saint-Denis (colloque), octobre 2022 ; Saint-Denis (soutenance de thèse), novembre 2022.

**Luxembourg** : Luxembourg (conférence), juillet 2017 ; Luxembourg (colloque), septembre 2019

**Macédoine du Nord** : Skopje (conférences), mai 2018 ; Skopje (conférence), avril 2019

**Madagascar** : Antananarivo (cours), mai 2000 ; Antananarivo (cours), mars 2001 ; Antananarivo (cours), avril 2003

**Martinique** : Fort-de-France (soutenance de thèse), décembre 2012 ; Fort-de-France (colloque), novembre 2022

**Mayotte** : Mamoudzou (colloque), décembre 2022

**Mexique** : Vera-Cruz (conférence et expertise constitutionnelle), octobre 2000

**Norvège** : Oslo (conférence), juin 2001

**Nouvelle-Calédonie** : Nouméa (mission de réflexion sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie), octobre 2011 ; Nouméa et Lifou (mission de réflexion sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie), février 2012 ; Nouméa et Koné (mission de réflexion sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie), octobre 2012 ; Nouméa (mission de réflexion sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie), avril 2013 ; Nouméa (mission de réflexion sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie), septembre 2013 ; Nouméa (expertise et colloque), décembre 2015

**Pays-Bas** : Rotterdam (V<sup>ème</sup> Congrès de l'Association internationale de droit constitutionnel), janvier 2000

**Polynésie-Française** : Papeete (colloque), novembre 2017

**Pologne** : Varsovie et Cracovie (conférences), octobre 2005

**Russie** : Moscou (cours et conférences), février 2009 ; Saint-Petersbourg (signature conventions internationales), juin 2010 ; Moscou (Promotion d'un ouvrage), janvier 2012

**Saint-Domingue** : Santo-Domingo (conférences et expertise constitutionnelle), avril 2001, septembre 2001, septembre 2002

**Sénégal** : Dakar (participation à un jury de concours d'agrégation de droit public), novembre 1999 ; Dakar (cours de l'école doctorale inter-régionale de droit), juin 2004 ; Saint-Louis (conférence et cours), mai 2006

**Slovaquie** : Bratislava (conférence), mars 2006

**Tunisie** : Tunis (conférence), février 2008 ; Kairouan (colloque), avril 2009 ; Tunis (cours), janvier 2011

## ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

### *Année en cours*

Cours de droit des libertés fondamentales, Licence 3 Droit, Université de Bordeaux (2004-...)

Cours de contentieux constitutionnel, Master 1 « Droit public approfondi », Université de Bordeaux (2017-...)

Cours de droit des outre-mer, Master 1 « Droit public approfondi », Université de Bordeaux (2016-...)

Cours de droit constitutionnel, Master 2 « Droit public approfondi », Université de Bordeaux (2010-...)

Séminaire de droit des libertés fondamentales, Master 2 « Droit public approfondi », Université de Bordeaux (2007-...)

### *Années antérieures*

Cours de droit constitutionnel, première année de licence en droit, Université Montesquieu - Bordeaux IV (1998-2014)

Séminaire de contentieux constitutionnel, Master 2 recherche « Droit public fondamental », Université Montesquieu - Bordeaux IV (2002-2010)

Cours de contentieux constitutionnel comparé, Master 1 de « Droit public », Université Montesquieu - Bordeaux IV (2009-2011)

Cours de droit constitutionnel, première année de licence en droit, Institut de droit des affaires internationales, Université du Caire (2008-2010)

Cours de théorie du droit, Master 2 recherche de théorie juridique, Université d'Aix-Marseille (1999-2005)

Cours de droit des libertés fondamentales, Master 2 recherche « Droit public spécialisé franco-hellénique », Université Montesquieu - Bordeaux IV / Université d'Athènes (2006-2008)

Conférences en droit des libertés fondamentales, Institut d'études judiciaires de Bordeaux, (2004-2007)

Cours de vie politique française, Licence en droit, Université Montesquieu - Bordeaux IV (1999-2005)

Cours de droit de l'urbanisme et de l'environnement, D.E.S.S. de droit notarial, Université Montesquieu - Bordeaux IV (2001-2005)

Cours de droit international de l'environnement, D. E. S. S. Études d'impacts environnementaux, (Université Montesquieu - Bordeaux IV / Université d'Antananarivo - Madagascar (1999-2003)

Séminaire de droit constitutionnel des collectivités territoriales, D.E.S.S. de collectivités locales, Université de La Réunion (2002-2003)

Cours de droit constitutionnel, Année préparatoire, I. E. P. de Bordeaux (1998-2002)

Cours de droit public étranger et comparé, D.E.A. de droit public, Université Montesquieu - Bordeaux IV (2001-2002)

Cours de science politique, 2<sup>ème</sup> année de D.E.U.G. droit, Université Montesquieu - Bordeaux IV (1998-2001)

Cours d'institutions européennes, 2<sup>ème</sup> année de D.E.U.G. droit, Université Montesquieu - Bordeaux IV (1998-1999)

Cours d'introduction au droit et de méthodologie juridique, 1<sup>ère</sup> année de D.E.U.G. droit, Université d'Aix-Marseille (1997-1998)

## PUBLICATIONS

### OUVRAGES

#### *Ouvrages généraux*

- 6) *Droit constitutionnel*, 42<sup>ème</sup> édition, Sirey, coll. « Sirey Université », Paris, 2023 (traductions en langues chinoise, espagnole et géorgienne)
- 5) *Libertés fondamentales*, 5<sup>ème</sup> édition, Dalloz, coll. « Mémentos », Paris, 2023
- 4) *Les grandes décisions du Conseil constitutionnel* (en collaboration, depuis la 13<sup>ème</sup> édition, 2005), 20<sup>ème</sup> édition, Dalloz, coll. « Grands arrêts », Paris, 2022
- 3) *Les grandes délibérations du Conseil constitutionnel* (en collaboration), 2<sup>ème</sup> édition, Dalloz, coll. « Grands arrêts », Paris, 2013
- 2) *Droit des libertés fondamentales* (en collaboration, depuis la 1<sup>ère</sup> édition, 2000), 7<sup>ème</sup> édition, Dalloz, coll. « Précis », Paris, 2016
- 1) *Le principe d'égalité dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel*, Préface de G. Vedel, Economica, P.U.A.M., coll. « Droit public positif », Paris, 1997

#### *Direction d'ouvrages collectifs*

- 15) *Constitutions, peuples et territoires – Mélanges en l'honneur d'André Roux* (en collaboration), Dalloz, Paris, 2022

- 14) *Code de l'entreprise en outre-mer* (en collaboration), 2<sup>ème</sup> édition, Lexis-Nexis, Paris, 2019
- 13) *Le contrôle de constitutionnalité en France et en Chine* (en collaboration), Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », Paris, 2014
- 12) *Espaces du service public - Mélanges en l'honneur de Jean du Bois de Gaudusson*, Presses universitaires de Bordeaux, 2013
- 11) *Outre-mer et devise républicaine* (en collaboration), l'Harmattan, coll. « Logiques juridiques », 2012
- 10) *Le professeur Jean Rivero ou la liberté en action* (en collaboration), Dalloz, Paris, 2012.
- 9) *Les principes fondateurs des droits français et russe* (en collaboration), Dalloz/Prospekt, Paris/Moscou, 2011 (traduction en langue russe)
- 8) *Constitution, enseignement et doctrine* (en collaboration), Bruylant/Sakkoulas, Bruxelles, Athènes, 2011
- 7) *Représentation et représentativité* (en collaboration), Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », Paris, 2008
- 6) *L'outre-mer français : un « modèle » pour la République ?*, Presses universitaires de Bordeaux, Bordeaux, 2008
- 5) *Le renouveau du droit constitutionnel – Mélanges en l'honneur de Louis Favoreu* (en collaboration), Dalloz, Paris, 2007
- 4) *Constitution et construction européenne* (en collaboration), Dalloz, coll. «Thèmes et commentaires», Paris, 2006
- 3) *L'interprétation constitutionnelle*, Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », Paris, 2005
- 2) *La Constitution et les valeurs - Mélanges en l'honneur de Dmitri Lavroff*, Dalloz, Paris, 2005
- 1) *L'esprit des institutions, l'équilibre des pouvoirs - Mélanges en l'honneur de Pierre Pactet*, Dalloz, Paris, 2003

#### **Rapports officiels**

- 4) *La consolidation de la déontologie à l'Assemblée nationale*, Rapport public du Déontologue de l'Assemblée nationale remis au Président et au Bureau de l'Assemblée nationale, dact., Paris, 2016
- 3) *Refaire la démocratie – Dix-sept propositions*, Rapport dirigé par Claude Bartolone et Michel Winock, ed. Thierry Marchaisse, Paris, 2016
- 2) *Les progrès de la déontologie à l'Assemblée nationale*, Rapport public du Déontologue de l'Assemblée nationale remis au Président et au Bureau de l'Assemblée nationale, dact., Paris, 2015
- 1) *Réflexions sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie* (en collaboration), La Documentation française, coll. « Rapports officiels », Paris, 2014

#### **Recueils de textes**

- 4) *Contre le racisme et l'antisémitisme* (en collaboration), Dalloz, coll. « à savoir », Paris, 2018
- 3) *Les constitutions de la France – De la Révolution à la IV<sup>ème</sup> République*, Dalloz, coll. « à savoir », Paris, 2009
- 2) *Les grandes démocraties*, 3<sup>ème</sup> édition, Dalloz, coll. « à savoir », Paris, 2010
- 1) *Constitution de la République française*, 22<sup>ème</sup> édition, Dalloz, coll. « à savoir », Paris, 2024

#### **PRÉFACES ET AVANT-PROPOS**

- 14) R. Fassi-Fihri, *Les droits et libertés du numérique : des droits fondamentaux en voie d'élaboration – Étude comparée en droit français et en droit américain*, L.G.D.J., Paris, 2022
- 13) G. Giraudeau et M. Maisonneuve (dir.), *Dictionnaire juridique des Outre-mer*, Lexis-Nexis, Paris, 2021

- 12) L. Havard, *L'Etat associé : recherches sur une nouvelle forme de l'Etat dans le Pacifique sud*, P.U.A.M., Aix-en-Provence, 2018
- 11) F. Savonitto, *La protection parlementaire de la Constitution*, Presses universitaires de Bordeaux, Bordeaux, 2018
- 10) O. Dupéré, *Les sources juridiques de la départementalisation ultra-marine*, Bruylant, Bruxelles, 2017
- 9) B. Vincent, *Les confluences des droits – Regards franco-roumains*, Bruylant, Bruxelles, 2015
- 8) E. Lestrade, *Les principes directeurs du procès dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel*, L'Harmattan, Paris, 2015
- 7) P. Gervier, *La limitation des droits fondamentaux constitutionnels par l'ordre public*, L.G.D.J., Paris, 2014
- 6) C. Cerda-Guzman, *Codification et constitutionnalisation*, L.G.D.J., Paris, 2011
- 5) R. Cassin, « Un coup d'Etat : la soi-disant Constitution de Vichy », réimpression, *R.D.P.*, 2010
- 4) V. Bertile, *Langues régionales ou minoritaires et Constitution*, Bruylant, Bruxelles, 2008
- 3) I. Diallo, *Le droit des collectivités locales au Sénégal*, L'Harmattan, Paris, 2007
- 2) M. Waline, *L'individualisme et le Droit*, réimpression, Dalloz, Paris, 2007
- 1) A. Pariente (dir.), *La séparation des pouvoirs*, Dalloz, coll. « études », Paris, 2006

## ARTICLES

### *En langue arabe*

- 1) « Le contrôle de constitutionnalité en France (Jurisprudence du Conseil constitutionnel) », *Fondation pour le droit continental*, Paris, 2007

### *En langue espagnole*

- 1) « *Las lagunas en el derecho y la interpretación constitucional* », *Revista IUSTA*, 2016, p. 143

### *En langue russe*

- 1) « Le principe d'égalité dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel, quelles perspectives pour la question prioritaire de constitutionnalité ? », *Vestnik Gumanitarnogo universiteta*, n° 3, 2020, p. 85

### *En langue française*

- 96) « Les outre-mer français entre décentralisation, autonomie et indépendance », *Les outre-mer : unité et diversité*, *Constructif*, n° 65, à paraître, 2023
- 95) « Au nom de l'universalisme républicain, faut-il supprimer le mot "race" de la Constitution ? », *Mélanges en l'honneur de Bertrand Mathieu*, LGDJ, à paraître, 2023
- 94) « La Nouvelle-Calédonie est-elle déjà dotée d'une "petite Constitution" ? », *Liber amicorum Maryse Baudrez*, à paraître, 2023
- 93) « Changements climatiques et protection des droits fondamentaux », *Changements climatiques, dérèglements juridiques ?*, éd. IFJD, coll. « Colloques et essais », à paraître, 2023
- 92) « L'institutionnalisation de la représentation identitaire dans les outre-mer », *Les identités dans l'organisation de l'État*, à paraître, 2023
- 91) « Un règlement intérieur sur la procédure suivie devant le Conseil constitutionnel pour les déclarations de conformité à la Constitution, enfin ! », *Rapport d'activité du Conseil constitutionnel*, Dalloz, Paris, 2022, p. 92
- 90) « L'apport des outre-mer à l'édification d'un droit constitutionnel territorial », *Constitutions, peuples et territoires – Mélanges en l'honneur d'André Roux*, Dalloz, Paris, 2022, p. 333

- 89) « Entretien : le droit des outre-mer », *Recueil Dalloz*, Dalloz, Paris, 28 avril 2022
- 88) « Le Président de la République », *Réforme des institutions*, Génération Libres, 2022
- 87) « Outre-mer », *Dictionnaire encyclopédique du Parlement*, éditions Larcier-Bruylant, coll. « études parlementaires », Bruxelles, à paraître 2022
- 86) « L'Assemblée nationale aux temps de la pandémie de Covid 19 - Si le grain ne meurt... », *R.F.D.A.*, 2020, p. 623
- 85) « Le Président de l'Assemblée nationale sous la V<sup>ème</sup> République », *Essays in honour of Kostas Mavrias*, vol. I, éd. Sakkoulas, 2022, p. 1071.
- 84) « Retour sur le "Contentieux constitutionnel des droits fondamentaux" », *Constitution, Révolution, Décentralisation – Mélanges en l'honneur de Michel Verpeaux*, à paraître 2022
- 83) « La laïcité : composante de l'identité constitutionnelle de la France ? », *Constitution, justice et démocratie – Mélanges en l'honneur de Dominique Rousseau*, L.G.D.J. – Lextenso, 2020, p. 717
- 82) « Laïcité et République française », *La laïcité dans les services publics*, publications de l'institut universitaire Varenne, coll. « colloques et essais », à paraître, 2022
- 81) « Fragments d'une histoire constitutionnelle de l'île de La Réunion (des "bases constitutionnelles" de 1795 à aujourd'hui) », *Des racines du Droit et des contentieux – Mélanges en hommage à Jean-Louis Mestre*, L'épilogue - Lextenso, 2020, p. 173
- 80) « Nouvelle-Calédonie : à la recherche du consensus perdu », *Revue juridique, politique et économique de Nouvelle-Calédonie*, 2018, p. 12
- 79) « La Nouvelle-Calédonie après le référendum du 4 novembre 2018 », *Osservatorio AIC (revue en ligne de l'association italienne des constitutionnalistes)*, [www.osservatorioaic.it](http://www.osservatorioaic.it), 2018
- 78) « L'île de La Réunion dans la Constitution : *Noli me tangere!* », *L'Hétairie*, [www.lhetairie.fr](http://www.lhetairie.fr), 2018
- 77) « Le Président de l'Assemblée nationale », *La Constitution de la Cinquième République: 60 ans d'application (1958-2018)*, L.G.D.J., 2018
- 76) « Le droit à l'alimentation : droit fondamental de la personne humaine ? », *Quels droits pour la sécurité alimentaire en Asie-Pacifique ?*, *Les cahiers du droit de la santé*, LEH éditions, 2018, p. 31
- 75) « Babel contre la République ? », *Actualités du droit public et de la science politique en Afrique - Mélanges en hommage à Babacar Kanté*, L'Harmattan, 2017, p. 315
- 74) « La déontologie à l'Assemblée nationale entre deux législatures », *Constitutions*, n°2-2017, p. 213
- 73) « Dire les pouvoirs », *Dire l'Océan Indien*, Université de La Réunion, éditions Epica, 2017, p. 347
- 72) « La vraie innovation pour l'économie réunionnaise ne serait-elle pas de nature institutionnelle ? » (en collaboration), *70 ans de départementalisation : quels enseignements pour l'avenir ?*, publications du conseil départemental de La Réunion, 2017, p. 104
- 71) « Démocratie et processus d'évolution institutionnelle : "les Réflexions sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie" », *Diversité de la démocratie – Théorie et comparatisme : les pays de la Mélanésie*, L.G.D.J., Paris, 2016, p. 379
- 70) « Entretien : les progrès de la déontologie à l'Assemblée nationale », *Recueil Dalloz*, n° 30, 2015, p. 1760
- 69) « Le contrôle de constitutionnalité des lois et la protection des droits fondamentaux en France », *Le Conseil constitutionnel français et son évolution actuelle*, Editions nationales, Moscou, 2015, p. 24 et s.
- 68) « Un déontologue à l'Assemblée », *Transparence et vie publique* (dir. B. Mathieu et M. Verpeaux), Dalloz, 2015, p. 71

- 67) « De l'outre-mer aux outre-mer », *Mondes et cultures, Publications de l'Académie des sciences d'outre-mer*, Tome LXXIII-2013, vol. 1, 2014, p. 301
- 66) « Hommage à Dmitri-Georges Lavroff », *R.F.D.C.*, 2014, p. 775
- 65) « La commission de rénovation et de déontologie de la vie publique », *Revue juridique de l'Océan indien*, n°19- 2014, pp. 7 et s.
- 64) « Le principe d'égalité devant la loi – Regard du constitutionnaliste », *Identité constitutionnelle de la France et protection internationale des droits de l'homme*, *R.G.D.I.P.*, 2014, p. 561 et s.
- 63) « Réflexions sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie », *La revue parlementaire*, 2014.
- 62) « La loi ouvrant le mariage aux couples de personnes du même sexe à l'aune du principe constitutionnel d'égalité », *R.F.D.A.*, 2013, p. 952 et s.
- 61) « Le principe de la garantie des droits de la défense », *Droit constitutionnel et grands principes du droit pénal*, Cujas, 2013, p. 69 et s.
- 60) « La République française et la Nouvelle-Calédonie : réussir (enfin) une décolonisation ? », *Espaces du service public - Mélanges en l'honneur de Jean du Bois de Gaudusson*, Presses universitaires de Bordeaux, 2013, p. 1235 et s.
- 59) « Débat : La Commission Jospin, premier bilan et perspectives », *Constitutions - Revue du droit constitutionnel appliqué*, n° 1, 2013, p. 27 et s.
- 58) « *Amicus curiae* dans l'affaire de la pénalisation de la négation du génocide arménien », *Constitutions - Revue du droit constitutionnel appliqué*, n° 3, 2012, p. 393 et s.
- 57) « La conception française de l'égalité : une exception nécessaire », *Existe-t-il une exception française en matière de droits fondamentaux ?*, *Les cahiers de l'Institut Louis Favoreu*, Economica, 2012, p. 159.
- 56) « Débat - Modifier le préambule de la Constitution ? », *Constitutions - Revue du droit constitutionnel appliqué*, n° 2, 2012, p. 247 et s.
- 55) « Les collectivités territoriales régies par l'article 73 », *Les nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 35, 2012, p. 25 et s.
- 54) « Les collectivités territoriales situées outre-mer et la question de l'autonomie », *Les outre-mer à l'épreuve du changement*, L'Harmattan, Paris, 2011, p. 209 et s.
- 53) « Devenir candidat : quels filtres ? », *Pouvoirs*, n° 138, 2011, p. 19 et s.
- 52) « Marianne dévoilée (libres propos sur la décision du Conseil constitutionnel du 7 octobre 2010 interdisant la dissimulation intégrale du visage) », *Droit, religions et société*, 2011, p. 17 et s.
- 51) « Une " nouvelle Constitution " après la révision du 23 juillet 2008 ? », *Les constitutions tunisienne et française: cinquante ans après. Constantes et mutations*, Bruylant, Bruxelles, 2011
- 50) « La fonction gouvernementale : dyarchie ou hiérarchie ? », *Cinquantième anniversaire de la Constitution de 1958*, éd. Ant. Sakkoulas, Athènes, 2011, p. 52 et s.
- 49) « Le principe d'égalité dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel, quelles perspectives pour la question prioritaire de constitutionnalité ? », *Les nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel*, 2010, p. 89 et s.
- 48) « Les lacunes en droit constitutionnel », *Le droit constitutionnel normatif*, Bruylant, Bruxelles, 2009, p. 53 et s.
- 47) « Deuxième période : 1965-1974 » (en collaboration), *Les Cahiers du Conseil constitutionnel – Hors-série*, 2009, p. 109 et s.
- 46) « La conception française des discriminations positives et ses répercussions sur les droits sociaux fondamentaux », *Les droits sociaux fondamentaux – Perspectives nationales et internationales des droits sociaux*, éd. Ant. Sakkoulas, Athènes, 2008, p. 239

- 45) « Existe-t-il un droit à l'égalité de traitement des étrangers ? », *Unité du droit des étrangers et égalité de traitement*, Dalloz, Paris, 2008, p. 107
- 44) « Les deux faces du principe d'égalité » (en collaboration), *1958-2008 Cinquantième anniversaire de la Constitution française*, Dalloz, Paris, 2008, p. 203
- 43) « Révision de la Constitution : bientôt, l'exception pour tous ? » (en collaboration), *Recueil Dalloz*, Point de vue, 4 juin 2008, p. 1701
- 42) « Le Conseil constitutionnel défenseur de l'égalité républicaine contre les "classifications suspectes" », *Recueil Dalloz*, Point de vue, 6 décembre 2007, p. 3017
- 41) « Les limites de l'"Empire des droits" (le cas de la non-discrimination à raison du handicap) », *Constitutions et Pouvoirs - Mélanges en l'honneur de Jean Gicquel*, Montchrestien, Paris, 2008, p. 365
- 40) « La Constitution, le juge et le "Droit venu d'ailleurs" », *Mélanges en l'honneur de Slobodan Milacic*, Bruylant, Bruxelles, 2007, p. 177
- 39) « La double nature du principe d'égalité ? », *Itinéraires d'un constitutionnaliste-Mélanges en hommage à Francis Delpérée*, Bruylant, Bruxelles, 2007, p. 1027
- 38) « Vers la question préjudicielle de constitutionnalité ? », *L'application de la Constitution par les cours suprêmes*, Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », Paris, 2007, p. 105
- 37) « Le droit à l'égalité », *Protection des libertés et droits fondamentaux*, La Documentation française, coll. « Notices », Paris, 2007 (mise à jour 2011), p. 155
- 36) « Louis Favoreu et l'Université de La Réunion », *Dits et écrits à propos de Louis Favoreu*, P.U.A.M., Aix-en-Provence, 2007, p. 155
- 35) « Les garanties constitutionnelles de l'application du droit international et communautaire en France », *L'application du droit international et communautaire en France et en Pologne*, éditions Wydawnictwo Sejmowe, Varsovie, 2007
- 34) « Du déni de justice constitutionnelle en droit public français », *Le renouveau du droit constitutionnel - Mélanges en l'honneur de Louis Favoreu*, Dalloz, Paris, 2007, p. 277
- 33) « La parité n'est pas l'égalité ... », *Recueil Dalloz*, Tribune, 30 mars 2006, p. 873
- 32) « Solidarité, égalité et constitutionnalité », *La solidarité en droit public*, L'Harmattan, 2005, p. 285
- 31) « Article II-80 de la Charte des droits fondamentaux », *Commentaire de la Charte*, ouvrage collectif sous la direction d'Anne Levade et Fabrice Picod, Bruylant, 2005, p. 283
- 30) « Autonomie constitutionnelle et droits fondamentaux », *La Constitution et les valeurs - Mélanges en l'honneur de Dmitri Lavroff*, Dalloz, 2005, p. 253
- 29) « Droit constitutionnel de la fonction publique » (en collaboration), *Juris-Classeur Fonction publique*, 2004.
- 28) « Le statut des langues régionales ou minoritaires : la "tolérance constitutionnelle" française », *Langue(s) et Constitution(s)*, Economica, 2004, p. 225.
- 27) « La "constitution européenne" : une Constitution ? » (en collaboration), *Revue des affaires européennes*, n°6-2004, p. 649.
- 26) « Le droit à l'expérimentation », *La République décentralisée*, L'Harmattan, 2004, p. 265.
- 25) « La Réunion dans la Constitution : une remise en cause des valeurs constitutionnelles de la République française ? », *La décentralisation - Histoire, bilans, évolutions*, L'Harmattan, Paris, 2003, p. 353
- 24) « Le statut pénal du chef de l'Etat en France », *R.D.P.*, n°1, 2003, p. 71.
- 23) « Le Conseil constitutionnel, juge électoral », *Pouvoirs*, n°105, 2003, p. 117.

- 22) « L'éclatement du statut des collectivités territoriales d'outre-mer : menace ou promesse pour la République ? », *L'esprit des institutions, l'équilibre des pouvoirs - Mélanges Pierre Pactet*, Dalloz, 2003, p. 747.
- 21) « Le principe d'égalité entre collectivités locales », *Cahiers du Conseil constitutionnel*, n°12, 2002, p. 93
- 20) « La notion de jurisprudence du Conseil constitutionnel », *Aspects de la pratique constitutionnelle en France et en Espagne*, ouvrage collectif sous la direction de Dmitri Lavroff, Presses universitaires de Bordeaux, 2001, p. 199
- 19) « L'accès au juge constitutionnel : modalités et procédures - Rapport général », II<sup>ème</sup> congrès de l'association des cours constitutionnelles ayant en partage l'usage du français, Cour constitutionnelle du Gabon, Libreville, 2000, p. 688 ; *Administration publique*, n° 2-2001, p. 89
- 18) « La " subsidiarité verticale " en droit constitutionnel social (Á propos des rapports entre lois et conventions collectives dans la jurisprudence constitutionnelle française », *Justice constitutionnelle et subsidiarité*, ouvrage collectif sous la direction de Francis Delpérée, Bruylant, Bruxelles, 2000, p. 69
- 17) « Quinquennat », *Revue du droit public et de la science politique*, n° 4-2000, p. 1001
- 16) « La légitimité du Conseil constitutionnel : une question de procédure ? », *Revue belge de droit constitutionnel*, n° 3-1999, p. 325
- 15) « Le dialogue des juges et le contrôle du principe d'égalité », *Revue française de droit administratif*, n° 4-1999, p. 815
- 14) « Les politiques françaises de décolonisation - L'émergence d'une décolonisation par différenciation en Nouvelle-Calédonie ? », *Mélanges en l'honneur de Charles Cadoux*, P. U. A. M., 1999, p. 205
- 13) « Les discriminations positives », *Annuaire international de justice constitutionnelle*, Vol. XIII-1997, 1998, p. 139
- 12) « Les adaptations du principe d'égalité à la diversité des territoires », *Revue française de droit administratif*, n° 5-1997, p. 905
- 11) « Le principe d'égalité - Rapport français », I<sup>er</sup> congrès de l'association des cours constitutionnelles ayant en partage l'usage du français, Conseil constitutionnel, Paris, avril 1997, *Revue française de droit administratif*, n° 2-1997, p. 227
- 10) « Constitution et droit de l'environnement » (en collaboration), *Juris-Classeur Environnement*, 1993 (mise à jour 1997), fasc. 152
  - 9) Droit constitutionnel de l'urbanisme » (en collaboration), *Juris-Classeur Administratif*, 1994 (mise à jour 1997), fasc. 1454 / *Juris-Classeur Collectivités territoriales*, 1994 (mise à jour 1997), fasc. 1002
  - 8) Compte rendu des interventions et discussions de la table ronde ayant pour thème révision de la Constitution et justice constitutionnelle », (en collaboration), *Annuaire international de justice constitutionnelle*, Vol. X-1994, 1995, p. 255
  - 7) Éléments statistiques » (en collaboration), *Vingt ans de saisine parlementaire du Conseil constitutionnel*, Economica, coll. « Droit public positif », Paris, Aix-en-Provence, 1995, p. 23
  - 6) La responsabilité de la puissance publique en matière fiscale » (en collaboration), *Revue française de finances publiques*, n° 50 - 1995, 1995, p. 181
  - 5) Le principe d'égalité en matière de fonction publique dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel », *Revue française de droit constitutionnel*, n° 18-1994, 1994, p. 241
  - 4) « Les pouvoirs spéciaux conférés à la Commission en matière de concurrence par l'article 90 § 3 du Traité de Rome », *Revue du Marché commun et de l'Union européenne*, n° 382-1994, 1994, p. 601
  - 3) Constitution et droit de l'urbanisme » (en collaboration), *Les cahiers du C. N. F. P. T.*, n° 41-1994, 1994, p. 42

- 2) « Le principe de l'égalité des armes » (en collaboration), *Revue de la recherche juridique - Droit prospectif*, n° 53-1993, 1993, p. 489
- 1) « L'émergence d'un droit constitutionnel de l'environnement » (en collaboration), *Les cahiers du C. N. F. P. T.*, n° 38-1993, 1993, p. 41

## NOTES DE JURISPRUDENCE

- 24) « Mixité sociale et Constitution (à propos de la décision n° 2000-436 DC du 7 décembre 2000, *Loi sur la solidarité et le renouvellement urbains* », *Revue française de droit constitutionnel*, n° 46-2001, 2001, p. 346
- 23) « Observations sous la décision du Conseil constitutionnel n° 99-412 DC du 15 juin 1999, *Charte européenne des langues régionales et minoritaires* », *Dalloz*, 2000, somm. comm., p. 198
- 22) « Observations sous la décision du Conseil constitutionnel n° 98-404 DC du 18 décembre 1998, *Loi de financement de la sécurité sociale pour 1999* », *Dalloz*, 2000, somm. comm., p. 63
- 21) « La République contre Babel - À propos de la décision du Conseil constitutionnel n° 99-412 DC du 15 juin 1999, *Charte européenne des langues régionales et minoritaires* », *Revue du droit public et de la science politique*, n° 4-1999, p. 985
- 20) « Chronique France - 1998 » (en collaboration), *Annuaire international de justice constitutionnelle*, Vol. XIV-1998, p. 755
- 19) « Note sous la décision du Conseil constitutionnel n° 98-404 DC du 18 décembre 1998, *Loi de financement de la sécurité sociale pour 1999* », *Revue française de droit constitutionnel*, n° 37-1999, 1999, p. 123
- 18) « Observations sous les décisions du Conseil constitutionnel n° 96-387 DC du 21 janvier 1997, *Prestation spécifique dépendance* ; n° 97-388 DC du 20 mars 1997, *Fonds de pension* ; n° 97-389 DC du 22 avril 1997, *Certificats d'hébergement* ; n° 97-391 DC du 7 novembre 1997, *Principe de sécurité juridique* ; n° 97-395 DC du 30 décembre 1997, *Loi de finances pour 1998* », *Dalloz*, 1999, somm. comm., p. 233
- 17) « Chronique France - 1997 » (en collaboration), *Annuaire international de justice constitutionnelle*, Vol. XIII-1997, 1998, p. 633
- 16) « Observations sous la décision du Conseil constitutionnel n° 96-380 DC du 23 juillet 1996, *France Télécom* », *Dalloz*, 1998, somm. comm., p. 151
- 15) « Observations sous l'arrêt du Conseil d'État du 28 mars 1997, *Société Baxter et autres* », *Revue française de droit administratif*, n° 3-1997, 1997, p. 460
- 14) « Note sous la décision du Conseil constitutionnel n° 96-387 DC du 21 janvier 1997, *Prestation spécifique dépendance* », *Revue française de droit constitutionnel*, n° 30-1997, 1997, p. 323
- 13) « Note sous la décision du Conseil constitutionnel n° 97-388 DC du 20 mars 1997, *Fonds de pension* » (en collaboration), *Revue française de droit constitutionnel*, n° 30-1997, 1997, p. 328
- 12) « Chronique France - 1996 » (en collaboration), *Annuaire international de justice constitutionnelle*, Vol. XII-1996, 1997, p. 645
- 11) « Observations sous les décisions du Conseil constitutionnel n° 94-353/356 DC du 11 janvier 1995, *Election du président de la République et des députés* ; n° 94-354 DC du 11 janvier 1995, *Déclaration de patrimoine des parlementaires* ; n° 95-363 DC du 11 janvier 1995, *Financement de la vie politique* ; n° 94-357 DC du 25 janvier 1995, *Diverses dispositions d'ordre social* ; n° 94-358 DC du 26 janvier 1995, *Aménagement du territoire* ; n° 95-369 DC du 28 décembre 1995, *Loi de finances pour 1996* », *Dalloz*, 1997, somm. comm., p. 137
- 10) « Note sous la décision du Conseil constitutionnel n° 96-380 DC du 23 juillet 1996, *France Télécom* », *Revue française de droit constitutionnel*, n° 28-1996, 1997, p. 832

- 9) « Chronique France - 1995 » (en collaboration), *Annuaire international de justice constitutionnelle*, Vol. XI-1995, 1996, p. 705
- 8) « Note sous la décision du Conseil constitutionnel n° 94-358 DC du 26 janvier 1995, *Aménagement du territoire* » (en collaboration), *Revue française de droit constitutionnel*, n° 22-1995, 1995, p. 389
- 7) « Note sous la décision du Conseil constitutionnel n° 93-336 DC du 27 janvier 1994, *Statut de la magistrature* », *Revue française de droit constitutionnel*, n° 21-1995, 1995, p. 155
- 6) « Note sous la décision du Conseil constitutionnel n° 93-337 DC du 27 janvier 1994, *C. S. M.* », *Revue française de droit constitutionnel*, n° 21-1995, 1995, p. 161
- 5) « Chronique France - 1994 » (en collaboration), *Annuaire international de justice constitutionnelle*, Vol. X-1994, 1995, p. 517
- 4) « Chronique France - 1993 » (en collaboration), *Annuaire international de justice constitutionnelle*, Vol. IX-1993, 1995, p. 421
- 3) « Observations sous les décisions du Conseil constitutionnel n° 93-329 DC du 13 janvier 1994, *Révision de la "loi Falloux"* ; n° 93-331 DC du 13 janvier 1994, *Renouvellement triennal des conseillers généraux* ; n° 93-333 DC du 21 janvier 1994, *Autorisations d'émission* ; n° 93-341 DC du 6 juillet 1994, *Renouvellement des conseillers municipaux en 1995* ; n° 94-348 DC du 3 août 1994, *Transposition de directives communautaires et protection sociale complémentaire des salariés* ; n° 93-336 DC du 27 janvier 1994, *Statut de la magistrature* ; n° 93-337 DC du 27 janvier 1994, *C. S. M.* », *Dalloz*, 1995, somm. comm., pp. 298 et 341
- 2) « Note sous la décision du Conseil constitutionnel n° 93-335 DC du 21 janvier 1994, *Urbanisme et construction* », *Revue française de droit constitutionnel*, n° 18-1994, 1994, p. 364
- 1) « Chronique France - 1992 » (en collaboration), *Annuaire international de justice constitutionnelle*, Vol. VIII-1992, 1994, p. 469

## NOTES DE LECTURE

- 4) Ronald Dworkin, *La vertu souveraine*, Bruylant, Bruxelles, 2008, (358 p.), *Archives de philosophie du droit*, 2009
- 3) Andrés Ollero, *Discriminación por razón de sexo - Valores, principios y normas en la jurisprudencia constitucional española*, Centro de estudios políticos y constitucionales, colección Estudios constitucionales, Madrid, 1999 (183 p.), *Archives de philosophie du droit*, n° 44-2000, p. 493
- 2) Pascal Jan, *La saisine du Conseil constitutionnel*, préface de Jean Rossetto, LGDJ, coll. « Bibliothèque de droit public », Paris, 1999 (716 p.), *Revue française de droit constitutionnel*, n° 41-2000, p. 216
- 1) Didier Jean-Pierre, *L'éthique du fonctionnaire civil - son contrôle dans les jurisprudences administrative et constitutionnelle françaises*, préface de Jean-Marie Pontier, LGDJ, coll. « Bibliothèque de droit public », Paris, 1999 (547 p.), *Revue française de droit constitutionnel*, n° 41-2000, p. 217

## COMMUNICATIONS ORALES

### *En langue anglaise*

- 2) « The New Caledonian institutional future between sovereignty assertion and remain into the French Republic: in search of a pacific way », *International conference on the evolution of constitutional order of the HKSAR : theoretical and comparative perspectives*, City university of Hong-Kong, Hong-Kong, octobre 2017

- 1) « The principle of equality », *Journée d'études, Cour constitutionnelle de la République d'Afrique du sud*, Conseil constitutionnel, Paris, juin 1998

#### *En langue espagnole*

- 1) « La discriminación positiva en el derecho constitucional francés », *Semana juridica Franco-Mexicana*, Université de Vera-Cruz, Xallapa, Mexique, octobre 2000

#### *En langue française*

- 164) « Un droit des outre-mer renouvelé et précurseur », *Un droit des outre-mer au service du développement et de l'égalité républicaine*, Colloque du PCF, siège du PCF, Paris, mars 2023
- 163) « L'égal accès à la fonction publique », *Colloque du Magistère Hautes carrières juridiques*, Faculté de droit de Saint-Étienne, Saint-Étienne, mars 2023
- 162) « La représentation des outre-mer », *Cycles de conférences de l'école doctorale de la Faculté de droit de Lyon*, Université Lyon III, Lyon, février 2023
- 161) « Les "enfants réunionnais de la Creuse" : quels enseignements sur les relations des outre-mer avec l'État ? », *Conférence-débat*, Sciences-Po Paris, Campus de Reims, Reims, février 2023
- 160) « Regards croisés sur les outre-mer », *Programme préparation aux premières fonctions – Outre-mer*, École nationale de la Magistrature, Bordeaux, février 2023
- 159) « Autonomie, souveraineté, indépendance : la Polynésie française à l'heure du choix », *Les outre-mer aux avant-postes*, Colloque, *Le Point*, Maison de l'Océan, Paris, janvier 2023
- 158) « La réécriture des articles 73 et 74 de la Constitution », *Colloque : Pour un nouveau droit des outre-mer du XXI<sup>ème</sup> siècle*, Conseil départemental et centre universitaire de Mayotte, Mamoudzou, décembre 2022
- 157) « Table-ronde : l'institution », *L'existence d'un droit administratif parlementaire – Regards croisés*, Journée d'études décentralisée de l'AFDC, Université de Bordeaux, Bordeaux, novembre 2022
- 156) « Révision constitutionnelle : une urgence pour la Martinique ? », *Congrès de la Collectivité territoriale de Martinique*, Conférence-débat, Fort-de-France, novembre 2022
- 155) « L'avenir institutionnel des outre-mer », *Congrès de l'ACCD'OM*, Mairie de Fort-de-France, novembre 2022
- 154) « L'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie après trois référendums d'auto-détermination », *Conférence classes Prépas Talents de l'Université de La Réunion*, Université de La Réunion, Saint-Denis, novembre 2022
- 153) « Le centre universitaire de La Réunion (1970-1982) », *Quarante ans de l'Université de La Réunion*, Université de La Réunion, Saint-Denis, octobre 2022
- 152) « Les outre-mer dans la Constitution », *Évolution institutionnelle et sociétés ultramarines*, Conférence débat, Conseil départemental de Guadeloupe, Pointe-à-Pitre, octobre 2022
- 151) « Changements climatiques et protection des droits fondamentaux », *Changements climatiques, dérèglements juridiques ?*, Colloque du CRJ, Université de La Réunion, Saint-Denis, septembre 2022
- 150) « Discours de parrainage des Prépas Talents du service public de l'Université de La Réunion », *Cérémonie de parrainage*, Université de La Réunion, Saint-Denis, septembre 2022
- 149) « La représentation identitaire institutionnelle dans les outre-mer », *Les identités dans l'organisation de l'État*, Colloque international, Parlement de Navarre, Pau, juin 2022
- 148) « Les outre-mer dans la Constitution », *Séminaire de L'AJDOM et de la Délégation sénatoriale aux outre-mer*, Sénat, Paris, juin 2022

- 147) « Nouvelle-Calédonie : quels enjeux à la suite du troisième référendum d'auto-détermination ? », *Rendez-vous du CERCCLÉ*, Université de Bordeaux, juin 2022
- 146) « Le cas des outre-mer », *Journées de l'actualité de l'action publique locale*, Colloque organisé par le GRALE, Université de Nice, Nice, juin 2022
- 145) « Regards croisés sur les outre-mer », *Programme préparation aux premières fonctions – Outre-mer*, École nationale de la Magistrature, Bordeaux, avril 2022
- 144) « La notion de droits fondamentaux en France », *Les droits humains*, Colloque organisé par la prépa Cachan, Lycée Gustave Eiffel, Bordeaux, janvier 2022
- 143) « Après le référendum néo-calédonien, doit-on "libérer" les outre-mer ? », *Les outre-mer aux avant-postes*, Colloque, *Le Point*, Maison de l'Océan, Paris, janvier 2022
- 142) « Situer l'interprétation », *Interpréter les droits et libertés – Quel pouvoir pour le juge constitutionnel dans l'État de droit contemporain ?*, Journée d'études, IRENEE/CERCCLÉ, Université de Lorraine, Metz, novembre 2021
- 141) « La Nouvelle-Calédonie à l'approche du troisième référendum », *Commandement de la Gendarmerie nationale*, Chaire Outre-mer, Sciences-Po Paris, Paris, octobre 2021
- 140) « Le contrôle interne de l'éthique et de la déontologie », *Comité directeur de la RATP*, Conférence-débat, Paris, octobre 2021
- 139) « Le principe d'indivisibilité à l'épreuve des référendums en Nouvelle-Calédonie », *Prépa Talents*, Université de Bordeaux, Bordeaux, octobre 2021
- 138) « La décision "Liberté d'association" et les *Grandes décisions du Conseil constitutionnel* : l'origine du "mythe" », *1971-2021 : les cinquante ans de la décision "Liberté d'association"*, Conférence-débat, CERCCLÉ, Bordeaux, septembre 2021
- 137) « L'évolution institutionnelle des outre-mer », *L'évolution institutionnelle des outre-mer*, 1<sup>ère</sup> réunion conjointe des délégations parlementaires outre-mer de l'Assemblée nationale et du Sénat, Sénat, Paris, mars 2021
- 136) « Allocution d'ouverture », *Assemblée générale annuelle du Réseau francophone d'éthique et de déontologie parlementaires*, Québec, novembre 2020
- 135) « Covid 19 et fonctionnement de l'Assemblée nationale », *La mise en œuvre de l'état d'urgence sanitaire sur le territoire de la république : quel bilan et quelles perspectives dans l'Hexagone et en Outre-mer ?*, Colloque CERCCLÉ/L'AJDOM, Université de Bordeaux, Bordeaux, juin 2020
- 134) « La question de la constitutionnalisation des deux premiers articles de la loi du 9 décembre 1905 », *Construire la laïcité : proposons la constitutionnalisation de la loi de 1905*, Conférence publique, Grand Orient de France, Paris, décembre 2019
- 133) « Constitution et outre-mer français », *Les outre-mer français : autres territoires, autres institutions*, Conférence-débat, Université de Guyane, Cayenne, décembre 2019
- 132) « Rapport de synthèse », *Les modes d'habiter traditionnels au regard de la réglementation nationale*, Journée d'études de la DAC et du CAUE de Guyane, Awala-Yalimapo, Guyane, novembre 2019
- 131) « Transparence de la vie publique communale », *Transparence et éthique dans ma ville*, Capbreton, novembre 2019
- 130) « Présentation : la fabrique du droit des outre-mer », *La fabrique du droit des outre-mer*, Séminaire de L'AJDOM, Sénat, Paris, septembre 2019
- 129) « Lignes de fracture, atouts et limites de la démocratie représentative », *Res publica et Parlement : quelles représentations pour quelles démocraties ?*, Colloque, Chaire de recherches en études parlementaires, Parlement européen, Luxembourg, septembre 2019
- 128) « Évaluation du Code sur le comportement éthique des députés de l'Assemblée de la République de

- Macédoine du Nord », Conférence, Assemblée de la République de Macédoine du Nord, Skopje, avril 2019
- 127) « La Nouvelle-Calédonie : une nouvelle forme de décolonisation ? », Conférence organisée par Sorb outre-mer et le Centre pour le destin commun, Université Paris I – Panthéon Sorbonne, Paris, mars 2019
- 126) « Quels chemins pour la Nouvelle-Calédonie ? », Festival Rochefort-Pacifique, Rochefort, mars 2019
- 125) « Faut-il changer la Constitution de la V<sup>ème</sup> République ? », Conférence organisée par la librairie Mollat et la Faculté de droit de Bordeaux, Librairie Mollat, Bordeaux, mars 2019
- 124) « L’avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie à la veille du référendum du 4 novembre 2018 », Conférence organisée par l’association des étudiants et stagiaires kanaks, F.E.D.O.M., Paris, octobre 2018
- 123) « Quelles perspectives pour renforcer la déontologie parlementaire ? », *Transparence et déontologie parlementaires : bilan et perspectives*, Colloque de l’observatoire de l’éthique publique, Sénat, Paris, octobre 2018
- 122) « La déontologie à l’Assemblée nationale de la République française », *L’éthique publique*, Congrès de la République de Colombie, Bogotà, Colombie, octobre 2018
- 121) « La Nouvelle-Calédonie : futur État fédéré de la République française ? », *Les mutations des formes d’État – Rencontre trilatérale des associations française, espagnole et italienne de droit constitutionnel*, Bordeaux, septembre 2018
- 120) « Peut-on parler d’une autonomie à la française ? », Colloque, *L’autonomie des territoires : regards croisés corse, outre-mer et exemples internationaux*, Assemblée nationale, Paris, juin 2018
- 119) « La déontologie des professions juridiques et judiciaires », Conférence, *Institute for judicial and legal studies*, Port-Louis, Ile Maurice, mai 2018
- 118) « La déontologie parlementaire », Journée d’études, *Confiance dans la vie politique – Quel bilan, un an après l’élection présidentielle ?*, Faculté de droit de Grenoble, Grenoble, mai 2018
- 117) « La Cinquième République et l’Union européenne », Conférence, Faculté de droit, Université Saint Cyrille et Méthode, Skopje, mai 2018
- 116) « La déontologie à l’Assemblée nationale française », Conférence, Assemblée de la République de Macédoine, Skopje, mai 2018
- 115) « L’Union européenne et l’identité constitutionnelle nationale », Conférence, Académie diplomatique, Ministère des affaires étrangères, Skopje, mai 2018
- 114) « Le rôle du Déontologue de l’Assemblée nationale », *L’éthique publique saisie par le droit*, Colloque organisé par la prépa Cachan et la H.A.T.V.P., Lycée Gustave Eiffel, Bordeaux, mars 2018
- 113) « Le droit à l’alimentation : droit fondamental de la personne humaine ? », *Quels droits pour la sécurité alimentaire en Asie-Pacifique ?*, Université de la Polynésie française, Papeete, novembre 2017
- 112) « L’avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie entre affirmation de la souveraineté et maintien dans la République française : à la recherche d’une voie pacifique », *Sommet des outre-mer*, Sénat, Paris, octobre 2017
- 111) « Laïcité et République française », *La laïcité dans les services publics, aspects pratiques*, Colloque de l’Université de Savoie Mont-Blanc, Faculté de droit, Chambéry, septembre 2017
- 110) « Témoignage », *Les comités de réflexion sur les institutions sous la V<sup>ème</sup> République*, Colloque de Fondation Aix-Marseille Université, Faculté de droit, Aix-en-Provence, mai 2017
- 109) « La sélection des candidatures à l’élection présidentielle », *L’élection présidentielle – Renouveau et désenchantement dans la conquête du pouvoir*, Faculté de droit, Université de La Réunion, mars 2017

- 108) « L'éthique en politique ? », *Les chantiers de la République*, Grand Orient de France, conférence publique Athénée municipal, Bordeaux, novembre 2016
- 107) « L'avocat législateur ? », *L'avocat et la transparence*, Ecole des avocats Aliénor, Bordeaux, novembre 2016
- 106) « Le modèle représentatif français est-il en crise ? », *Refaire la démocratie*, Assemblée nationale, Paris, octobre 2016
- 105) « La vraie innovation pour l'économie réunionnaise ne serait-elle pas de nature institutionnelle ? », *70 ans de départementalisation*, Conseil départemental, Saint-Denis, La Réunion, octobre 2016
- 104) « La moralisation de la vie publique en France », Faculté de droit de l'Université de La Réunion, août 2016
- 103) « Le rôle du déontologue de l'Assemblée nationale », *Administrer, juger à l'aune de la déontologie*, Colloque dans le cadre de la conférence des présidents de juridiction administrative, Strasbourg, juin 2016
- 102) « Départementalisation et identité législative », *Colloque, 70<sup>ème</sup> anniversaire de la départementalisation, 1946-2016*, Ministère des outre-mer, Paris, mars 2016
- 101) « L'avenir de la Nouvelle-Calédonie », *Conférence-débat*, Société lotoise de la légion d'honneur, Cahors, mars 2016
- 100) « Le registre des représentants d'intérêts de l'Assemblée nationale », *Conférence-débat, Promouvoir un lobbying utile et transparent*, Sciences-Po, Paris, mars 2016
- 99) « Transparence de la vie publique », *Conférence-débat*, Faculté de droit et de science politique, Nice, février 2016
- 98) « Les processus d'évolution politique et institutionnelle : le cas de la Nouvelle-Calédonie », *Diversité de la démocratie – Théorie et comparatisme : les pays de la Mélanésie*, Communauté du Pacifique, Nouméa, décembre 2015
- 97) « Déontologues : mode d'emploi », *Débat avec Patrick Wachsmann*, Librairie Kléber, Strasbourg, novembre 2015
- 96) « La déontologie à l'Assemblée nationale », *Colloque Déontologie*, Mairie de Strasbourg, novembre 2015
- 95) « La déontologie à l'Assemblée nationale », *Séminaire de recherche du centre de recherches en droit administratif*, Université Paris I, Panthéon-Sorbonne, juin 2015
- 94) « La déontologie à l'Assemblée nationale », *Colloque international*, Chambre des députés, Rome, Italie, juin 2015
- 93) « L'homme politique peut-il être vertueux ? », *Convention Femmes, débat et société*, Sénat, Paris, juin 2015
- 92) « Témoignage : Louis Favoreu, le directeur de thèse », *Hommage à Louis Favoreu*, Pau, mai 2015
- 91) « L'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie », conférence de l'Académie des sciences de l'outre-mer, Paris, avril 2015
- 90) « Démocratie, libertés et terrorisme », *Débat citoyen*, organisé par le CERCLE et l'ISCJ, Université de Bordeaux, Bordeaux, mars 2015
- 89) « Les hypothèse d'aboutissement de l'Accord de Nouméa », *L'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie*, Colloque organisé par l'AKAB et la Maison de la Nouvelle-Calédonie, Université de Bordeaux, Bordeaux, février 2015
- 88) « La déontologie à l'Assemblée nationale », *Séminaire de recherche*, organisé par l'équipe de recherche en droit public, Faculté de droit, Université de Lyon III, Lyon, janvier 2015

- 87) « Sur la notion de droit fondamental », *Pluralisme juridique et droits fondamentaux*, Colloque organisé par le CERCCLE en partenariat avec l'Université d'Ottawa, Université de Bordeaux, Bordeaux, décembre 2014
- 86) « Peuples et communautés au sein de la République », *L'unité de la République et la diversité culturelle*, Colloque organisé par le CRJ de l'Université de La Réunion, M.O.C.A., Saint-Denis, octobre 2014
- 85) « La Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, outil juridique de protection pour des langues menacées », *L'avenir des langues régionales en France*, Colloque organisé par l'Assemblée nationale et le Parlement européen, Assemblée nationale, juin 2014
- 84) « Un déontologue à l'Assemblée », *La transparence de la vie publique*, 9<sup>ème</sup> printemps du droit constitutionnel, Colloque du CRDC, Université de Paris I, Assemblée nationale, mai 2014
- 83) « Une nouvelle Constitution pour la France ? », Université Yeungnam, Daegu, Corée, mai 2014
- 82) « Le droit de l'Union européenne et l'identité constitutionnelle de la France », Université Yeungnam, Daegu, Corée, mai 2014
- 81) « Autonomie institutionnelle outre-mer : diversité et complexité », *Un kaléidoscope de l'autonomie locale : théorie, pratique institutionnelle et déclinaisons ultramarines*, Délégation à l'outre-mer, Sénat, avril 2014
- 80) « Le principe d'égalité devant la loi – Regard du constitutionnaliste », *Identité constitutionnelle de la France et protection internationale des droits de l'homme*, Université d'Evry, novembre 2013
- 79) « Le contrôle de constitutionnalité des lois et la protection des droits fondamentaux », *Le contrôle de constitutionnalité des lois en France et en Chine*, Ecole de droit, Université Renmin, Pékin, novembre 2013
- 78) « La constitutionnalité des discriminations positives », *L'audace ultra-marine en hexagone*, Délégation à l'outre-mer, Sénat, septembre 2013
- 77) « Mettre fin à l'inviolabilité du président de la République ? », *Les carrefours de l'Etat moderne*, Université Santo Tomas, Bogotà, Colombie, septembre 2013
- 76) « L'autonomie jusqu'où ? », *L'avenir des statuts de l'outre-mer*, Colloque de l'Académie des sciences de l'outre-mer, Bordeaux, juin 2013
- 75) « Rapport de synthèse et recommandations », *L'indépendance du parquet en question*, Colloque du syndicat des avocats de France, Bordeaux, avril 2013
- 74) « La Commission Jospin : bilan et perspectives », Faculté de droit de La Réunion, Saint-Denis, février 2013
- 73) « L'évolution institutionnelle des outre-mer français », C.A.S.O.D.O.M., Paris, janvier 2013
- 72) « Le principe de la garantie des droits de la défense », *Droit constitutionnel et grands principes du droit pénal*, C.E.R.C.C.L.E. et I.S.C.J., Bordeaux, novembre 2012
- 71) « Une constante : la prééminence du principe d'égalité », *Question sur la question*, Institut Maurice Hauriou, Toulouse, juin 2012
- 70) « Le principe constitutionnel d'indivisibilité de la République et l'unité de l'Etat en France », *Semaine du droit public français*, Law school of China University of political science and law, Pékin, mai 2012
- 69) « La sélection des candidats à l'élection présidentielle », *Les primaires*, CERCCOP, Montpellier, mars 2012
- 68) « La conception française de l'égalité : une exception nécessaire », *Existe-t-il une exception française en matière de droits fondamentaux ?*, ILF-GERJC, Aix-en-Provence, novembre 2011
- 67) « Comment développer la tradition des liens universitaires entre Bordeaux et l'outre-mer ? », *Outre-mer et développement*, Mairie de Bordeaux, Bordeaux, septembre 2011

- 66) « La différenciation statutaire érigée en principe », *L'évolution du statut des collectivités territoriales d'outre-mer, Congrès de l'ACCDOM*, Novotel-Paris Est, Paris, juin 2011
- 65) « La nature du régime de la V<sup>ème</sup> République et son évolution depuis l'élection de Nicolas Sarkozy en 2007 », *Maestria de derecho publico*, Université Santo Tomas, Bogotà, Colombie, mai 2011
- 64) « La sélection des candidatures à l'élection présidentielle sous la V<sup>ème</sup> République », *Maestria de derecho publico*, Université Santo Tomas, Bogotà, Colombie, mai 2011
- 63) « Les discriminations positives outre-mer », *Outre-mer et devise républicaine*, Cercle pour l'excellence des originaires de l'outre-mer, Sénat, avril 2011
- 62) « Les libertés fondamentales face à l'ordre public : quelles contraintes européennes ? », *Colloque ELSA*, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Bordeaux, avril 2011
- 61) « Les collectivités territoriales situées outre-mer et la question de l'autonomie », *Les collectivités françaises situées outre-mer à l'épreuve des évolutions statutaires de la réforme territoriale*, Paris, Sénat, février 2011
- 60) « Les aspects constitutionnels de la question prioritaire de constitutionnalité », *Cour d'appel de Bordeaux*, Bordeaux, mai 2010
- 59) « La question prioritaire de constitutionnalité : mode d'emploi », *Conférence école doctorale de droit*, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Bordeaux, avril 2010
- 58) « Rapport de synthèse – La promesse de l'universalisme », *Les minorités religieuses en Europe*, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Bordeaux, mars 2010
- 57) « Le principe de laïcité », *Université populaire de Bordeaux*, Bordeaux, mars 2010
- 56) « Le principe d'égalité dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel, quelles perspectives pour la question prioritaire de constitutionnalité ? », *La question prioritaire de constitutionnalité, mode d'emploi*, Conseil constitutionnel, Paris, mars 2010
- 55) « Les droits culturels et la diversité juridique », *La diversité juridique dans l'espace francophone : enjeux et perspectives*, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Bordeaux, décembre 2009
- 54) « Rapport de synthèse », *Les migrations indiennes dans l'Océan Indien*, Université de La Réunion, Saint-Denis, décembre 2009
- 53) « L'évolution institutionnelle de la Martinique et de la Guyane », *Les consultations en Martinique et en Guyane*, Délégation interministérielle à l'outre-mer, Assemblée nationale, Paris, décembre 2009
- 52) « La Constitution française après la révision du 23 juillet 2008 », Université catholique du Chili, Santiago, Chili, octobre 2009
- 51) « Le statut constitutionnel de l'enfant dans la jurisprudence de la Cour suprême des Etats-Unis », *L'enfant dans la Constitution*, Cour de cassation, Paris, juin 2009
- 50) « Les lacunes du droit », *Maestria de derecho publico*, Université Santo Tomas, Bogotà, Colombie, mai 2009
- 49) « Une " nouvelle Constitution " après la révision du 23 juillet 2008 ? », *Maestria de derecho publico*, Université Santo Tomas, Bogotà, Colombie, mai 2009
- 48) « Des codes noirs à la " loi Taubira " du 21 mai 2001 », *Commémoration nationale de l'abolition de l'esclavage*, Bibliothèque municipale, Bordeaux, avril 2009
- 47) « Quels contre-pouvoirs dans la " nouvelle Constitution " ? », *Good bye Montesquieu, le crépuscule des contre-pouvoirs*, Conseil régional d'Aquitaine, Bordeaux, avril 2009
- 46) « La protection des droits fondamentaux après la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 », *Les constitutions française et tunisienne, cinquante ans après*, Kairouan, avril 2009

- 45) « La fonction gouvernementale : dyarchie ou hiérarchie ? », *Cinquantième anniversaire de la Constitution de 1958*, Parlement hellénique, Athènes, décembre 2008
- 44) « La V<sup>ème</sup> République et l'outre-mer : axes et principes », *Un transfert culturel à La Réunion : l'idéal républicain*, Sénat, Paris, novembre 2008
- 43) « José-Luis Cea Egaña : professeur de droit constitutionnel », *Eloge prononcé à l'occasion de la cérémonie de doctorat honoris causa*, Université Montesquieu-Bordeaux IV, novembre 2008
- 42) « L'outre-mer : « modèle » pour la République ? », *L'outre-mer français et la V<sup>ème</sup> République*, Secrétariat d'Etat à l'outre-mer, Paris, octobre 2008
- 41) « Rapport de synthèse », *Réflexions autour des propositions du comité Balladur*, Université de Toulouse I, Toulouse, mai 2008
- 40) « Existe-t-il un droit à l'égalité de traitement des étrangers ? », *Unité du droit des étrangers et égalité de traitement*, Maison de l'avocat, Versailles, avril 2008
- 39) « Les lacunes en droit constitutionnel », *Droit constitutionnel normatif*, Université de Tunis-Carthage, Tunis, février 2008
- 38) « La conception française des droits fondamentaux et ses répercussions sur les droits sociaux fondamentaux », *VII<sup>ème</sup> Congrès de l'Association internationale de droit constitutionnel*, Athènes, juin 2007
- 37) « Contrôle de proportionnalité et respect du principe d'égalité », *Les figures du contrôle de proportionnalité*, Université de La Réunion, juin 2007
- 36) « Egalité et discriminations positives dans l'accès au marché local de l'emploi », Université de La Réunion, novembre 2006
- 35) « Droits de l'homme, culture de la paix et développement durable », *Soixantième anniversaire de la création de l'U.N.E.S.C.O.*, Conseil régional de La Réunion, novembre 2006
- 34) « Vers la question préjudicielle de constitutionnalité ? », *L'application de la Constitution par les cours suprêmes*, Université Paris II – Panthéon-Assas, septembre 2006
- 33) « La mutabilité constitutionnelle », Université Gaston Berger, Saint-Louis du Sénégal, mai 2006
- 32) « Les discriminations positives : des personnes aux territoires », Université Toulouse I, Toulouse, avril 2006
- 31) « Constitution française et obligations communautaires », Faculté de droit de Comenius, Bratislava, mars 2006
- 30) « Le réformisme constitutionnel en France », Académie diplomatique, Vienne, mars 2006
- 29) « Les garanties constitutionnelles de l'application du droit international et communautaire en France », *L'application du droit international et communautaire en France et en Pologne*, Tribunal constitutionnel, Varsovie, octobre 2005
- 28) « Constitutionnalisation de la Charte et garantie des droits », *La Constitution européenne*, Assemblée nationale, Paris, juin 2004
- 27) « L'autonomie des collectivités territoriales d'outre-mer », *VI<sup>ème</sup> Congrès de l'association internationale de droit constitutionnel*, Santiago, Chili, janvier 2004
- 26) « Les limites constitutionnelles de l'expérimentation législative », *Faire le droit*, Université de Valenciennes, Valenciennes, décembre 2003
- 25) « La Réunion dans la Constitution : une remise en cause des valeurs constitutionnelles de la République française ? », *La décentralisation - Histoire, bilans, évolutions*, Université de La Réunion, Saint-Denis, septembre 2003

- 24) « La décentralisation : "mère de toutes les réformes" ? », *Journée d'études de l'Association française des constitutionnalistes*, Sénat, Paris, avril 2003
- 23) « L'expérimentation législative et réglementaire », *La réforme de la décentralisation : impact et perspectives*, Faculté de droit de La Réunion, Saint-Denis, avril 2003
- 22) « *La conquête de Plassans : naturalisme littéraire et sociologie politique* », *Un siècle avec Zola*, Mission culturelle, Université Montesquieu Bordeaux-IV, Bordeaux, décembre 2002
- 21) « Le "droit à l'expérimentation" », *La répartition territoriale des compétences et l'approfondissement de la démocratie*, Institut de recherches juridiques comparatives, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Bordeaux, octobre 2002
- 20) « Le passage des plans d'occupation des sols aux plans locaux d'urbanisme après un an d'application de la loi solidarité et renouvellement urbains », CRIDON de Bordeaux, Bordeaux, mai 2002
- 19) « Les discriminations positives et la loi d'orientation sur l'outre-mer », *La loi d'orientation sur l'outre-mer (Quelles singularités dans la France et l'Europe)*, Faculté de droit de Montpellier, Montpellier, avril 2002
- 18) « Parité et Constitution : la remise en cause de la conception universaliste française ? », Université d'Oslo, Oslo, juin 2001
- 17) « Indépendance de la magistrature et évolutions constitutionnelles en France », Université P.U.C.M.M. de Saint-Domingue, Saint-Domingue, avril 2001
- 16) « Autonomie constitutionnelle et droits fondamentaux », *L'autonomie constitutionnelle aujourd'hui, IV<sup>èmes</sup> journées franco-tunisiennes de droit constitutionnel*, Université de Toulouse I, Toulouse, février 2001
- 15) « Le statut des langues régionales ou minoritaires : la "tolérance constitutionnelle" française », *Langue(s) et Constitution(s)*, Université de Rennes-I, Rennes, décembre 2000
- 14) « La "subsidiarité verticale" en droit constitutionnel social (À propos des rapports entre lois et conventions collectives dans la jurisprudence constitutionnelle française) », *La subsidiarité, Journées Jean Dabin*, Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve, novembre 2000
- 13) « Les fédérations sportives : l'exemple de la Fédération française de rugby », *Le sport professionnel au lendemain de la loi du 28 décembre 1999*, Hôtel Holiday Inn, Aix-en-Provence, avril 2000
- 12) « Genèse et constitutionnalité du texte relatif au pacte civil de solidarité », *Journée d'études des éditions du Juris-Classeur*, Hôtel Lutétia, Paris, janvier 2000
- 11) « La notion de jurisprudence du Conseil constitutionnel », *Colloque Aspects de la pratique constitutionnelle en France et en Espagne*, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Bordeaux, octobre 1999
- 10) « La notion de citoyenneté », *Colloque Patrimoine et citoyenneté*, Conseil général de Gironde, Bordeaux, juin 1999
- 9) « La légitimité du Conseil constitutionnel : une question de procédure ? », *IV<sup>ème</sup> Congrès de l'Association française des constitutionnalistes*, Université d'Aix-Marseille, Aix-en-Provence, juin 1999.
- 8) « Solidarité, égalité et constitutionnalité », *La solidarité en droit public*, Université de Franche-Comté, Besançon, avril 1999.
- 7) « La constitutionnalité de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité », *Séminaire d'actualité de droit public*, Université Montesquieu Bordeaux IV, Bordeaux, février 1999
- 6) « Les politiques françaises de décolonisation - L'émergence d'une décolonisation par différenciation en Nouvelle-Calédonie ? », *Conférence sur la décolonisation, Mahatma Gandhi Institute*, Moka, Île Maurice, décembre 1998

- 5) « La conception française des discriminations positives », *L'apport du droit à la recherche sur les questions d'altérité et de migrations internationales*, I.R.E.S.C.O. - Direction des sciences de l'homme, Paris, mai 1998
- 4) « Les fondements théoriques des discriminations positives », *Séminaire de théorie juridique*, Université d'Aix-Marseille, Aix-en-Provence, février 1998
- 3) « Les discriminations positives - Rapport français », *XIII<sup>ème</sup> Table Ronde internationale de justice constitutionnelle*, Université d'Aix-Marseille, Aix-en-Provence, septembre 1997
- 2) « Du "rêve paritaire" à la réalité constitutionnelle », *Aspects de droit constitutionnel électoral - L'accès à la représentation politique*, *Journée d'études de l'Association française des constitutionnalistes*, Sénat, Paris, mars 1997
- 1) « La constitutionnalisation du droit de la fonction publique », *II<sup>ème</sup> Congrès de l'Association française des constitutionnalistes*, Université de Bordeaux I, Bordeaux, mai 1993